Charte d’utilisation d’**OPERA**

(**O**rganismes **P**ublics de l’**E**tat, **R**estitution et **A**nalyse)

|  |  |
| --- | --- |
| Version | |
| **2024-12-03** | |
|  | |
| Rédacteur | Date |
| Audrey BOU-DOISNEAU | 02 décembre 2024 |
| Valideur | Date |
| Aurélie WEBER (Cheffe du bureau 2B2O DB) | 03 décembre 2024 |

Table des matières

[**1** **INTRODUCTION** 3](#_Toc183110189)

[**1.1** **LE CHAMP D’APPLICATION DE LA CHARTE** 3](#_Toc183110190)

[**1.2** **PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL** 3](#_Toc183110191)

[**2** **CONNEXION ET MOT DE PASSE** 3](#_Toc183110192)

[**3** **TYPOLOGIE DES RÔLES / DROITS** 4](#_Toc183110193)

[**3.1** **PROFIL CONTROLEURS** 4](#_Toc183110194)

[**ACCES EN LECTURE :** 4](#_Toc183110195)

[**ACCES EN ECRITURE :** 5](#_Toc183110196)

[**3.2** **PROFIL BUREAUX SECTORIELS** 6](#_Toc183110197)

[**ACCES EN LECTURE :** 6](#_Toc183110198)

[**3.3** **PROFIL ADMINISTRATEUR** 6](#_Toc183110199)

[**ACCES EN LECTURE :** 6](#_Toc183110200)

[**ACCES EN ECRITURE :** 6](#_Toc183110201)

[**4** **LES MODULES** 7](#_Toc183110202)

[**4.1 FICHE D’IDENTITE** 7](#_Toc183110203)

[**4.2 DONNEES BUDGETAIRES ET COMPTABLES** 9](#_Toc183110204)

[**4.3 CONTRÔLE INTERNE FINANCIER** 10](#_Toc183110205)

[**5 GOUVERNANCE ET SUIVI D’OPERA** 10](#_Toc183110206)

[**6 ASSISTANCE ET SUPPORT** 11](#_Toc183110207)

[**GLOSSAIRE :** 12](#_Toc183110208)

# **1 INTRODUCTION**

La deuxième sous-direction de la Direction du Budget (DB) a développé et mis en œuvre depuis septembre 2023 le système d’information OPERA permettant l’exercice de ses missions sur le périmètre des organismes publics de l’Etat.

Le bureau des opérateurs et organismes publics de l’Etat (2B2O) met ainsi à disposition des agents des services de contrôle et des bureaux sectoriels l’outil OPERA afin de leur offrir une base de données sur les organismes les concernant, permettre une meilleure circulation des informations et offrir un outil d’analyse financière en amont de la présentation des budgets aux Pré-Conseils d’administration et aux conseils d’administration jusqu’au budgets votés. Cette charte a vocation à évoluer afin de tenir compte des développements des fonctionnalités d’OPERA.

La présente charte définit les conditions d’accès et les règles d’utilisation d’OPERA. Elle a également pour objet de sensibiliser les utilisateurs aux risques liés à l’utilisation de ces ressources en termes d’intégrité et de confidentialité des informations traitées. Ces risques imposent le respect de certaines règles de sécurité et de bonne conduite. L’imprudence, la négligence ou la malveillance d’un utilisateur peuvent en effet avoir des conséquences graves de nature à engager sa responsabilité civile et / ou pénale ainsi que celle de la DB.

Cette charte informatique comporte 1 annexe :

* Liste des familles d’organismes et des statuts

## **1.1 LE CHAMP D’APPLICATION DE LA CHARTE**

On désigne sous le terme « utilisateur » et « utilisatrice » toute personne, sans exception, disposant d’un accès, utilisant ou intervenant sur OPERA.

Les règles et procédures prévues dans la présente charte s’imposent à tout utilisateur et utilisatrice quel que soit son statut (personnels titulaires, contractuels, stagiaires, …) ou son rôle vis-à-vis de la DB (contrôleurs, chargés de tutelles financiers, administrateurs …).

## **1.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

OPERA ne comporte aucune donnée à caractère personnel et ne fait intervenir aucun cookie.

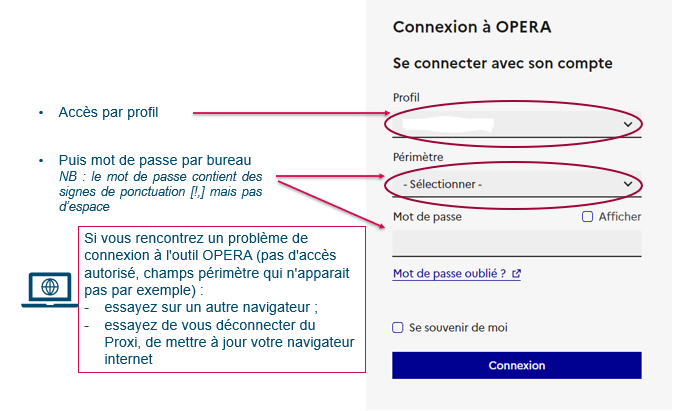
Aucune donnée à caractère personnel (nom du dirigeant, nom du directeur financier ou autre) ne doit être renseignée dans les champs de saisie laissés libres (champs Observations).

# **2 CONNEXION ET MOT DE PASSE**

La connexion à OPERA se fait via le lien suivant : <https://budgetlab.finances.gouv.fr/opera/connexion>

Important : l’accès à OPERA est possible à partir de tout poste de travail.

Attention : la politique de sécurité de chaque organisme, service ou ministère peut impliquer une autorisation spécifique d’accès à cette plateforme. Dans ce cas, une exception doit être créée par les services numériques compétents de chaque entité.



Les mots de passe sont générés par l’équipe de BudgetLab de la 2e sous-direction du Budget. Ils seront actualisés régulièrement tous les ans).

2B2O transmet les nouveaux mots de passe par mail aux responsables des différents services utilisateurs (CBCM et DCB ; CBR, sous-directeurs et adjoints et chefs de bureaux sectoriels ; responsable de mission du CGefi).

Le mot de passe étant le même pour tous les agents d’un même périmètre (BS, service de contrôle), les responsables doivent le diffuser aux seuls agents de leur équipe qui auront à en connaitre.

Les nouveaux utilisateurs peuvent ainsi se rapprocher de leur hiérarchie ou du bureau 2B2O afin que leur soit transmis le mot de passe correspondant à leur service d’affectation.

# **3 TYPOLOGIE DES RÔLES / DROITS**

Les utilisateurs d’OPERA ont des profils différents en fonction de leur service d’appartenance. Les profils ouvrent des droits différents d’écriture et de lecture des modules.

## **3.1 PROFIL CONTROLEURS**

### **ACCES EN LECTURE :**

Les contrôleurs ont accès en lecture à tous les modules pour les organismes relevant de leur périmètre de contrôle et des organismes appartenant à la même famille que ceux qu’ils contrôlent :

* Organismes : liste et fiches d’identité ; données budgétaires et comptables ; restitutions graphiques, téléchargement de la fiche ou de la recherche effectuée(xlsx)
* Cycle budgétaire : historique des budgets ; liste ; suivi du remplissage et téléchargement des données budgétaires et comptables (xlsx)
* Documents : documents de contrôle (download)
* Contrôle interne financier (download)

Cette vision par famille d’organisme doit permettre de favoriser les échanges et le partage des données entre contrôleurs.

**ACCES EN ECRITURE :**

Les contrôleurs ont accès en écriture à tous les modules pour les organismes relevant de leur périmètre de contrôle uniquement :

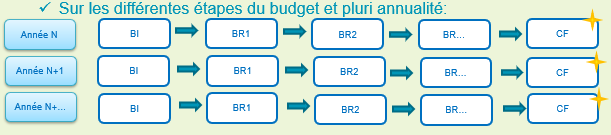
* Organismes : fiches d’identité ;
* Cycle budgétaire : Renseigner un budget ; Modifier un budget
* Documents : documents de contrôle (upload).

**Module Fiche d’identité :** Certaines données ne sont toutefois pas modifiables par le contrôleur car elles sont extraites automatiquement d’autres bases de données (par exemple : les données du bloc Opérateurs ne sont pas modifiables car elles sont reprises du Jaune opérateurs).

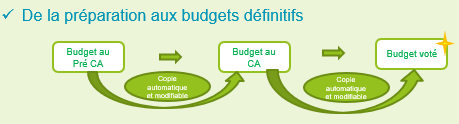
Les modifications proposées par les contrôleurs dans le module « Organisme : Fiche d’identité » sont soumises à validation de 2B2O avant leur prise en compte dans OPERA afin d’assurer une homogénéité dans la complétion des données renseignées.

**Module données budgétaires et comptables / Renseigner un budget :** Les contrôleurs sont les seuls à posséder des droits d’écritures sur les données budgétaires et comptables afin d’éviter les saisies en doublons.

Le module « Données budgétaires et comptables » permet le suivi pluriannuel et le partage des analyses des budgets. Afin de favoriser les échanges et le partage des données entre contrôleurs mais également entre contrôleurs et bureaux sectoriels, il est attendu des contrôleurs qu’ils remplissent les données budgétaires pour les différentes étapes des budgets (BI, BR, CF).



Ces données peuvent être saisies aux différentes phases de la préparation (budget au pré-CA, au CA) aux budgets définitifs (budget voté et approuvé). Les données seront automatiquement reprises dans OPERA pour la saisie des phases suivantes afin d’éviter les ressaisies inutiles. Ainsi seules les données modifiées doivent être reprises dans la phase suivante.



Les contrôleurs sont invités, afin de faciliter les échanges avec les différents utilisateurs d’OPERA, à remplir les commentaires sur le budget et les autres points de vigilance. Ces cadres dont la saisie est libre, ne doivent toutefois contenir aucune donnée à caractère personnel (nom du dirigeant, nom du directeur financier ou autre). Les informations sensibles que les contrôleurs souhaiteraient porter à la connaissance de la DB doivent l’être au moyen d’autres canaux de transmission sécurisés.

## **3.2 PROFIL BUREAUX SECTORIELS**

### **ACCES EN LECTURE :**

Les bureaux sectoriels ont accès en lecture à tous les modules pour tous les organismes relevant du périmètre d’OPERA :

* Organismes : liste et fiches d’identité ; données budgétaires et comptables ; restitutions graphiques et téléchargement de la fiche ou de la recherche effectuée(xlsx)
* Cycle budgétaire : historique des budgets ; liste ; suivi du remplissage et téléchargement des données budgétaires et comptables (xlsx)
* Documents : documents de contrôle (download)
* Contrôle interne financier (download)

## **3.3 PROFIL ADMINISTRATEUR**

### **ACCES EN LECTURE :**

Le bureau 2B2O a un profil d’administrateur, il a accès en lecture à tous les modules pour tous les organismes relevant du périmètre d’OPERA :

* Organismes : liste et fiches d’identité ; données budgétaires et comptables ; restitutions graphiques, téléchargement de la fiche ou de la recherche effectuée(xlsx)
* Cycle budgétaire : historique des budgets ; liste ; suivi du remplissage et téléchargement des données budgétaires et comptables (xlsx)
* Documents : documents de contrôle (download)
* Contrôle interne financier (download)

**ACCES EN ECRITURE :**

Le bureau 2B2O a accès en écriture aux modules suivants pour tous les organismes relevant du périmètre d’OPERA :

* Organismes : liste et fiches d’identité
* Documents : documents de contrôle (upload).

A ce titre il procède à :

* La création ou suppression d’organismes dans OPERA
* La mise à jour des données des fiches d’identité des organismes
* La validation des propositions de mises à jour ou modification émises par les contrôleurs
* Le rejet des propositions de mises à jour ou modification par les contrôleurs, accompagné d’un commentaire explicitant le motif du rejet.

# **4 LES MODULES**

## **4.1 FICHE D’IDENTITE**

La structuration de ce module se décompose en différents blocs successifs.

* **Informations générales :**
* **NOM et acronyme**
* **Date de création**
* **SIREN**
* **Famille** : cette notion permet l’accès aux données des organismes appartenant à la même famille qu’un organisme relevant du périmètre du service de contrôle. *Ex : le contrôleur qui suit l’INSP aura accès aux données des autres écoles de la fonction publique (ENM, EN3S…). Voir liste des familles en annexe.*
* **Nature juridique** *Voir liste en annexe*
* **Bureau DB de rattachement**
* **Textes institutifs**
* **Commentaire :** ce cadre permet d’apporter des précisions les textes qui lui sont applicables. Il ne doit pas contenir de donnée à caractère personnel (nom du dirigeant, nom du directeur financier ou autre).
* **Indicateurs budgétaires et financiers :** données synthétiques reprises du module « Données chiffrées » si celles-ci ont été complétées par le contrôleur de l’organisme.
* **Opérateurs :** donnéesreprises du Jaune Opérateurs
* **Régime budgétaire et comptable**
* **Partie I GBCP** oui/non
* **Présence d’un agent comptable** oui/non
* **Champ d'application du décret GBCP**
* **Partie III GBCP** oui/non
* **Comptabilité budgétaire**

Comptabilité budgétaire : les organismes publics nationaux soumis à la comptabilité budgétaire appliquent le titre I et l'intégralité du titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la GBCP.

Hors comptabilité budgétaire : les organismes publics nationaux non soumis à la comptabilité budgétaire appliquent les titres I et III du décret GBCP à l’exclusion des articles 175, 1° et 2°, 178 à 183, 204 à 208.

Comptabilité budgétaire adaptée : concerne les organismes publics nationaux dont les dispositions financières de leur texte institutif prévoient l’exclusion de certaines dispositions relatives à la comptabilité budgétaire comme par exemple pour les EPSCP (Article R719-51 du code de l’éducation).

* **Contrôle :**
* **Présence contrôle** oui/non
* **Contrôleur référent :** entité détenant les droits d’écriture sur la fiche d’identité et les données chiffrées. *Ex : CBR pour les universités, alors que le recteur est l’autorité de contrôle.*
* **Nature contrôle** 
  + Contrôle économique et financier :  application du décret n°55-733 du 26 mai 1955 relatif au contrôle économique et financier de l'Etat.
  + Contrôle budgétaire : application des articles 220 à 229 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.
  + Contrôle budgétaire EPSCP : application de certaines dispositions du code de l’éducation (Article L719-9 et Articles R719-51 à R719-112) par dérogation au décret GBCP (exclusion des articles 224 à 226).
  + Autre : concerne un autre type de contrôle (par exemple contrôle financier obsolète).
* **Référence du texte de soumission au contrôle**
* **Autorité de contrôle :** Autorité de contrôle : autorité de contrôle désignée pour exercer le contrôle de l’organisme (désignation par textes législatifs et/ou réglementaires).
* **Texte réglementaire de désignation de l'autorité de contrôle**
* **Référence de l’arrêté de contrôle**
* **Document de contrôle :** existence d’un document de contrôleoui/non.
* **Ajouter un document de contrôle :** il n’est possible d’ajouter un document de contrôle que si l’item « document de contrôle » est renseigné par « Oui ». En CEF, seuls les organismes ayant fait l’objet d’un arrêté fixant des modalités spéciales de contrôle peuvent se voir appliquer un document de contrôle (si les dispositions de l'arrêté le prévoient). Sans arrêté spécifique de contrôle en CEF, les actes de gestionne peuvent faire l'objet d'un visa ou d’un avis préalable.
* **Référence de l’arrêté de nomination du commissaire du gouvernement**
* **Tutelles financière et technique**
* **Tutelle financière MCP** oui/non **:** la tutelle financière du ministre chargé des comptes publics (MCP) découle de l'article 174 du décret GBCP. Pour rappel, les GIP n'ont pas de tutelle.
* **Ministère de tutelle principale et Ministère(s) de cotutelle :** liste des ministères volontairement générique afin d'éviter la réécriture lors de remaniements du gouvernement.
* **Délégation de l'approbation des BI / BR / comptes financiers :** L'approbation des BI BR et CF a-t-elle été déléguée par le MCP ? Voir les arrêtés : [du 5 juillet 2017 modifié](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000035176889/2023-09-06/) pris en application de l’article 176 du décret GBCP listant les organismes pour lesquels l’approbation des budgets est signée par les contrôleurs budgétaires et [du 6 juillet 2022](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046026084) portant délégation de signature (contrôle général économique et financier) listant les organismes pour lesquels une délégation de signature est donnée à l’autorité chargée du contrôle économique et financier pour l’approbation du budget.
* **COP/COM :** le cas échéant base documentaire en cas d’existence d’un contrat d’objectifs et de performance ou d’un contrat d’objectifs et de moyens
* **Gouvernance DB**
* **Administrateur DB au sein de l'organe de gouvernance** oui/non
* **Présence DB au pré-CA** oui/non
* **Présence contrôleur au pré-CA et au CA** oui/non**:** le contrôleur correspond à l’autorité de contrôle désignée pour exercer le contrôle sur l’organisme
* **Comité d’audit et des risques** oui/non
* **Catégories**
* **APU** oui/non
* **ODAC Liste INSEE** oui/non
* **Arrêté interdiction ODAC emprunt ≥ 12 mois**Annexe 1, annexe 2 ou exclusion**:** donnée renseignée sur la base de l’arrêté d'interdiction d'emprunt s’il s’agit d’un ODAC selon l’INSEE
* **ODAL Liste INSEE** oui/non
* **Soumission à la CIASSP** oui/non
* **Taux de cadrage de la RMPP :** pour les EPIC uniquement, les taux de cadrage notifiés à l’organismes
* **Historique des modifications**

Les équipes de contrôle peuvent proposer des modifications de certains éléments de la base. Ces demandes, validées ou rejetées par 2B2O, font l’objet d’une historisation pour permettre un suivi.

Les modifications apportées par 2B2O ainsi que celles des contrôleurs validées ou rejetées sont retracées dans ce tableau récapitulatif. OPERA retrace ainsi les modifications successives apportées.

Le téléchargement de la fiche ou de la recherche effectuée au format xlsx est possible.

## **4.2 DONNEES BUDGETAIRES ET COMPTABLES**

L'outil détermine automatiquement, à partir des informations contenues dans le module « fiche d’identité », si l'organisme sélectionné est opérateur ou non, ainsi que le type de comptabilité à laquelle il est soumis. Ces paramètres peuvent toutefois être modifiés par le contrôleur dans le cas par exemple d’un changement de nature de comptabilité et ou de qualification d’opérateur que ne sera pas encore pris en compte dans OPERA du fait d’un calendrier de mise en œuvre décalé. Ainsi, sauf nécessité, il ne faut pas modifier ces informations.

Les maquettes de données prennent en compte les cas suivants :

* Opérateur en comptabilité budgétaire
* Opérateur hors comptabilité budgétaire
* Non opérateur en comptabilité budgétaire
* Non opérateur hors comptabilité budgétaire

La structuration de ce module est également une succession de blocs respectant autant que possible l’ordre des tableaux de la liasse budgétaire, arrêtée dans le Recueil des règles budgétaires des organismes (RRBO). La lecture et le remplissage sont guidés par les bulles d’information sur la source de la donnée ou la formule utilisée.

Le remplissage est possible selon deux niveaux de complétion.

* Un niveau de base nécessitant le remplissage obligatoire d’une 30aine de données essentielles à l’analyse du budget et permettant de calculer entre 5 et 10 indicateurs
* Un niveau plus complet de remplissage dont la saisie est facultative.

Pour les besoins de concaténation du CBCM MESR, les données relatives aux budgets des universités doivent être compétées le plus exhaustivement possible.

Le bloc « **Analyse financière** » permet un premier examen à court-moyen termes de la situation de l’organisme sur le base de la matrice annexée au [Vademecum GBCP](https://www.budget.gouv.fr/reperes/operateurs_et_organismes_publics/articles/vademecum-2023-de-la-gestion-budgetaire-et) (annexe 13 : « Outil d’aide à l’analyse d’un budget »), à compléter par une analyse approfondie du budget (ou du compte financier) et propose des conseils de lecture pour affiner cette analyse .

Le bloc « **commentaires** » doit contenir une analyse du contrôleur sur le budget de l’organisme (champ obligatoire) qui peut être complétée dans une partie de commentaire « libre » sur tout autre point de vigilance (champ facultatif). Les commentaires dont la saisie est libre, ne doivent contenir aucune donnée à caractère personnel (nom du dirigeant, nom du directeur financier ou autre). Il est de la responsabilité du contrôleur de veiller au respect de la protection des données à caractère personnel.

Le téléchargement des données budgétaires et comptables au format xlsx de l’organisme est possible.

## **4.3 CONTRÔLE INTERNE FINANCIER**

Le bloc Enquête CIB CIC retranscrit les réponses brutes issues des enquêtes CIC CIB menée auprès des organismes.

Les questions reprennent dans le même ordre celles posées dans la circulaire diffusée conjointement par le DGFiP et la DB.

Le téléchargement au format xlsx et PDF des résultats de l’enquête est possible.

# **5 GOUVERNANCE ET SUIVI D’OPERA**

Pour la gestion d’OPERA, les décisions sont prises par la 2e sous-direction à la suite de réunions techniques régulières avec les représentants de 2B2O et de BudgetLab.

La sous-direction procède à un suivi des taux de remplissage des budgets. Un bilan annuel des remplissages des budget est ainsi réalisé par le bureau 2B2O.

Un bilan est réalisé annuellement avec les représentants de 2B2O et de BudgetLab qui ont la responsabilité du maintien et/ou de la gestion d’OPERA pour proposer les améliorations à apporter.

Les bilans sont publiés sur Budget+.

# **6 ASSISTANCE ET SUPPORT**

Les utilisateurs sont invités à s’inscrire sur le groupe utilisateur [OPERA sur budget+](https://budgetplus.finances.gouv.fr/group/272) pour y trouver des modes opératoires et des informations actualisées.

Pour toute demande d’assistance ou de support lié à OPERA, l’utilisateur dispose de plusieurs possibilités :

- Le [groupe OPERA](https://budgetplus.finances.gouv.fr/group/272) sur Budget+, réservé aux utilisateurs de l'application OPERA (contrôleurs et bureaux sectoriels de la Direction du Budget), où il est possible de consulter des modes opératoires et de [poser des questions](https://budgetplus.finances.gouv.fr/ng/app/question)

- Le bureau 2B2O : [operateurs.budget@finances.gouv.fr](mailto:operateurs.budget@finances.gouv.fr)

- Les responsables Budgetlab : [budget.lab@finances.gouv.fr](mailto:budget.lab@finances.gouv.fr)

## **GLOSSAIRE :**

**BI** : budget initial

**BR** : budget rectificatif

**BS** : Bureau sectoriel de la direction du budget

**CBCM** : Contrôle budgétaire et comptable ministériel

**CBR :** Contrôle budgétaire régional

**CF :** Compte financier

**CGefi :** Contrôle général économique et financier

**DCB** : département de contrôle budgétaire

**GIP :** Groupement d'intérêt public

**Annexe :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Liste des familles d’organisme** | **Liste des statuts** |
| Affaires étrangères  Agences de l'Eau  Agriculture hors formation  ARS  Autres écoles  Blanchisseries  CANCEROPOLES  CARIF OREF  CDAD  Chambres d'agriculture  Cité des Métiers  CPP  CTI  Écoles d'art et d'architecture  Écoles fonction publique / militaires  Ecoles Françaises à l'Etranger  Écoles Normales, Centrales, Ingénieurs, Chimie et Techniques  Écoles vétérinaires et agro  Emploi / travail  EPF et EPA et 50 pas  FCIP  Financeurs  Financeurs Culture  GRADES  IEP  Immobilier  Instituts nationaux des jeunes sourds ou aveugles et éducation inclusive  Maisons de l’emploi  Maisons des adolescents  Musées  Œuvres universitaires et scolaires  OPCO  Organismes de recherche  Parcs nationaux  Patrimoine  Ports, grands ports maritimes et terminaux de croisière  Santé et Sécurité sociale  Soutien à l’enseignement supérieur et à la recherche  Théâtres, Spectacles et Opéra  Universités | API  Association  CPP  CTI  EP de Nouvelle-Calédonie  EP international  EP sui generis  EPA  EPCS  EPE  EPIC  EPSCP  EPST  Fondation  GIE  GIP  OPCO  OSS  Société |